

# African Trade Agenda

Third World Network-Africa

Juin 2012

## Dans ce numéro

La société civile revendique un nouveau rôle pour l'Etat dans le secteur minier  
pages 1-3

Le Parlement de l'UE reporte la date butoir des APE  
page 3

Chronique Afrique  
pages 4-5

Nouvelles en bref  
pages 5-9

## La société civile revendique un nouveau rôle pour l'état dans le secteur minier africain

Par Sylvester Bagooro, TWN-Africa

Les réseaux de la société civile africaine ont lancé un appel à ce que l'Etat joue un rôle central en vue d'assurer que l'exploitation minière contribue au développement des économies et des populations africaines. Lors d'une réunion panafricaine tenue du 26 au 29 juin 2012, les organisations de la société civile se sont félicités de l'engagement des leaders africains à assurer la valorisation dans l'économie minière et l'établissement des liens entre ce secteur et les autres secteurs. Toutefois, les organisations ont souligné que sans le rôle actif de l'état dans ces processus, l'établissement de ces liens n'aura pas lieu. A cet égard, les organisations ont lancé un appel à un changement radical dans le rôle de l'état afin qu'il passe d'un simple régulateur à un participant actif de l'économie minière.

Cette réunion panafricaine des organisations de la société civile a porté sur la Vision Minière Africaine adoptée par les Chefs d'Etat Africains en 2009 et ses documents connexes. Organisée sous l'égide de l'Initiative Africaine sur l'Exploitation Minière, l'Environnement et la Société (AIMES) et de la section africaine de la Confédération Internationale des Syndicats (CIS-Afrique), la réunion a été abritée par Third World Network Africa (TWN -Af) avec l'appui de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA).

La réunion ne visait pas seulement à faciliter et à approfondir la compréhension de la VMA et des documents de politique et processus connexes de l'agenda de réforme minière et propulser la réalisation de la vision minière mais aussi cherchait à apporter des contributions au Plan d'Affaires du Centre Africain pour Développement de l'Exploitation Minière (AMDC). La vision est sans équivoque l'aspiration collective des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine. Elle représente une nouvelle initiative car elle s'écarte des régimes en vigueur et envisage un nouveau régime sous lequel l'exploitation minière jouera un rôle de catalyseur dans la transformation des pays africains riches en ressources minières.

Quelques questions ont été identifiées. Elles vont de la logique de politique à la mise en œuvre et à la réalisation de VMA sur le continent.

Tout d'abord, la VMA doit être la force motrice de toutes les politiques industrielles dans les pays africains et tous les leaders africains, les leaders politiques en particulier, doivent faire preuve d'engagement envers sa mise en œuvre.

Les organisations de la société civile ont exprimé la nécessité d'établir des liens au sein du secteur minier et avec d'autres secteurs des économies nationales. L'exploitation minière doit être liée aux autres secteurs tels que l'industrie et l'agriculture. L'ère pendant laquelle les minéraux extraits de l'Afrique sont transformés en Europe et sur d'autres continents doit prendre fin. L'établissement de liens et la diversification de l'extraction des minéraux sont nécessaires pour la création des emplois et le développement du continent en général.

Les participants ont donc revendiqué un changement radical du rôle de l'état en tant que simple régulateur et promoteur des investissements dans le secteur pour qu'il joue un rôle actif et stratégique d'intervention. A titre d'exemple, l'Etat doit exercer son pouvoir en vue de permettre aux citoyens et aux

Des points de vue très forts ont été exprimés au sujet du travail indécent, les écarts salariaux et le déplacement des communautés et les inégalités sociales surtout entre l'accès des femmes et des

La réunion a également identifié les menaces externes à l'agenda de réforme. Il s'agit notamment des accords multilatéraux et bilatéraux sur le commerce et l'investissement que les pays africains ont signé ou comptent signer. Ces accords peuvent réduire davantage l'espace de politique dans lequel l'agenda peut être réalisé.

Une menace évidente est la nouvelle Initiative sur les Matières Premières de l'UE qui cherche à

En outre, la lutte inlassable pour les ressources de l'Afrique doit être abordée de manière stratégique. La guerre politique entre les

entreprises locales de prendre leur place légitime dans l'exploitation des ressources du continent.

L'une des questions importantes est l'appropriation de l'espace de politique, des processus et des entreprises. A cet effet, la réunion panafricaine lance un appel à l'Etat de responsabiliser les citoyens africains et les entreprises africaines pour leur permettre d'occuper une place centrale dans le secteur d'extraction minière sur le continent. Cela ne peut se produire que si les gouvernements jouent un rôle actif dans la promotion des hommes et femmes d'affaires africains qui vont profiter des opportunités qu'offrent les liens et la diversification dans le secteur minier.

L'un des domaines dans lequel le développement des entreprises locales s'est révélé très important est celui de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. La formulation et la mise œuvre des politiques publiques doivent prendre en compte les mineurs artisanaux en vue de les habiliter en matière de politique, de technologie et de financement à jouer un rôle central dans l'agenda de transformation du secteur minier.

hommes au travail au sein et hors des mines. Les politiques publiques doivent donc aborder résolument ces questions conformément à la VMA.

avoir un accès privilégié aux ressources minières africaines pour le bon fonctionnement de l'économie européenne. Les questions abordées dans l'initiative des matières premières se reflètent dans l'Accord de Partenariat Economique en cours de négociation entre l'Europe et les pays africains. La logique de l'Initiative des Matières Premières n'est pas conforme à celle de la VMA.

puissances mondiales telles que les Etats-Unis, l'Europe et les économies émergentes constitue une menace grave à la réalisation de la Vision

Minière Africaine. Les gouvernements africains ont besoin d'une stratégie pour faire face aux puissances externes sur le continent. A cet égard, le réalignement et la cohérence des politiques s'avèrent urgents en vue de promouvoir l'intégration et de renforcer les positions de négociation des gouvernements.

Concernant le Centre Africain pour le Développement de l'Exploitation Minière, les participants l'ont perçu comme un axe important pour la mise en œuvre et la

réalisation de la VMA et ont lancé un appel à la mise au point des mécanismes de financement autonomes du centre. La pertinence de l'AMDC a poussé les participants à mettre en relief la manière dont l'aide a laissé des cicatrices pénibles sur le continent. Elle a servi au fil des ans comme un outil de politique étrangère pour influencer l'élaboration des politiques contre l'agenda de transformation des économies africaines.

## Le parlement de l'Union Européenne reporte la date butoir de l'APE

Les membres du Commission du Parlement Européen sur le Commerce ont invité la Commission Européenne à accorder aux pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique deux ans de plus pour les négociations sur les Accords de Partenariat Economique (APE) avant de mettre fin à leur accès en franchise au marché de l'UE.

La Commission a voté pour reporter la date butoir de 2014 proposée par la Commission et a donné aux pays ACP jusqu'à 2016 pour ratifier les APE avant qu'ils ne perdent leur droit d'accès en franchise et sans contingent au marché de l'UE dont ils bénéficient depuis 2007.

36 pays ACP ont pu avoir accès au marché de l'UE dans le cadre de la Régulation de l'Accès au Marché depuis que l'UE a négocié les APE avec eux en 2007, bien qu'ils ne soient pas prêts à appliquer les APE en entier ou à les ratifier. La Commission veut donc placer les 8 pays les moins désavantagés sous des régimes préférentiels.

### Des délais plus longs sont nécessaires

Ces 8 pays sont le Botswana et la Namibie et les six pays les plus pauvres à savoir, le Cameroun, le Fiji, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Kenya et Swaziland. Selon les membres du parlement européen, ces pays luttent toujours pour subvenir à leurs besoins de développement et réduire la pauvreté et seront affectés par un accès très réduit au marché de l'UE. Ils ont donc besoin d'une prolongation de période jusqu'à 2016 pour préparer les APE. « 2014 est une date butoir tout simplement injuste et peu réaliste pour que ces pays ACP finalisent et ratifient les APE », a dit le rapporteur David Martin (S&D, RU) en notant que les préférences illimitées n'étaient pas non plus une option soutenable.

Neuf autres pays ACP – les plus pauvres dans le groupe- ne seront pas affectés par le nouvel arrangement car ils continueront de bénéficier de l'Initiative Tout Sauf les Armes de l'UE et du régime de l'accès en franchise et sans contingent destinés aux pays les moins avancés. Il s'agit du Burundi, des Iles Comores, de l'Haïti, du Lesotho, du Mozambique, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie.

### La possibilité de rétablir les avantages

Selon la proposition de la Commission, tous les pays concernés peuvent à nouveau bénéficier de la Régulation de l'Accès grâce à une procédure accélérée s'ils décident de prendre des mesures pour ratifier leurs APE. La Commission a proposé que des experts du parlement soient invités à prendre part aux réunions sur les mesures de ratification.

Le projet de résolution législative a été voté par 25 voix contre 2, avec deux abstentions.

## Chronique Afrique

### NAMIBIE

#### Poulet compétitif sur le marché de la volaille

(Windhoek, *ECONOMIST*, 29 Juin) Suite au lancement de trois nouveaux produits à base de poulet par Namib Poultry Industries, il y a un mois, le Directeur Général, Gys White, dans une interview récente a dit au journal « *The Economist* » que malgré la protection dont ils bénéficient sous le programme de Protection des Industries Naissantes, leurs produits doivent toujours concurrencer avec les poulets en entier ou découpés provenant de l'Afrique du Sud et du Brésil en matière de prix et de qualité.

Tous les produits avicoles importés sont soumis à un droit d'accise de 46% comme prévu dans le programme de Protection des Industries Naissantes par le Ministère du Commerce et de l'Industrie. Cette mesure a permis d'augmenter le prix de détail du poulet entier et du poulet découpé de 52 à 55% permettant ainsi à *Namib Poultry* de produire et d'enregistrer des bénéfices. Selon M. White, la demande de leurs produits s'accroît parce qu'ils ont maintenant un avantage de prix par rapport au poulet importé.

"Le poulet devient de plus en plus populaire mais la demande namibienne n'est pas aussi élevée que celle des pays voisins parce que nous pensons qu'il n'y a pas d'offre locale pour stimuler l'accroissement de la demande" a fait comprendre M. White.

Il a ajouté que leur perspective cette année est de subvenir aux besoins du consommateur namibien avec une marque locale de qualité exceptionnelle à un prix et à une valeur concurrentiels. « Nous produirons environ 2,000 tonnes de poulet en juin 2012 et nous allons certainement atteindre le volume requis.

La ferme et l'usine de Namib Poultry a employé plus de 400 travailleurs à temps partiel lors de la construction des installations. Elle emploie actuellement 500 personnes à plein temps.

### TANZANIE

#### La Tanzanie devient le 8ème producteur de l'Uranium

(Dar es Salam, *East African Business Week*, 9 juillet) Lors d'une entrevue avec *East African Business Week*, le Ministre du Tourisme et des Ressources Naturelles, Amb Khamis Kagasheki a déclaré que le pays n'avait rien à craindre pour ce qui concerne les dangers que pose l'uranium puisque l'application d'une technologie moderne va assurer la sécurité de l'environnement et des vies.

« La zone délimitée pour le projet représente à peine 0,8% de la superficie totale (environ 200km carrés) La réserve de faune Selous couvre une superficie totale de 54 600 km<sup>2</sup> et dispose d'une zone de tampon supplémentaire » a dit Kagasheki. L'étude de faisabilité finale achevée en Mai 2011 indique que, une fois développés, la mine produira 1990 tonnes d'uranium par an et va dépasser immédiatement les Etats-Unis qui produisent 1560 tonnes selon les estimations de 2009.

La construction du MRP qui commencera au troisième trimestre de 2012 s'étalera sur une période de 21 mois. Ce sera la première grande mine au sud-est de la Tanzanie et contribuera à la création des emplois et à la prospérité dans cette région qui est actuellement sous-développée.

« Cette mine fera du pays le 8<sup>ème</sup> producteur d'uranium au monde » a dit le responsable de Mantra tout en ajoutant qu'avec ce niveau de production, la Tanzanie produira trois fois plus

d'oxyde d'uranium que l'Afrique du Sud ». La Tanzanie s'attend à une production moyenne annuelle de 4,2 millions de livres (1900 tonnes) avec le potentiel d'augmenter la production pendant la seconde phase.

## TANZANIE

### Les fabricants encouragent la consommation des produits locaux

(Dar es Salam, Tanzania Daily News, 2 juillet) Le dimanche, les Tanzaniens ont été exhortés à acheter les produits manufacturés localement en vue de générer des emplois et de favoriser la croissance.

« Les populations doivent acheter les produits fabriqués localement en vue de promouvoir la croissance industrielle et créer davantage d'emplois » a déclaré le Directeur de Commercialisation de Pan African Enterprise Limited, M. Rumin Shah, lors d'une interview sur les locaux de la 36<sup>ème</sup> Foire International de Dar es Salam.

Pan African Enterprises Limited produit des matelas dénommés Comfy pour les hôpitaux, les hôtels et les particuliers. Il a dit que la société fabrique des produits de mousse depuis cinquante ans. « Nous sommes fiers de notre complexe d'usine qui est bien dotée d'une technologie de pointe.

« Nous mettons à niveau régulièrement nos équipements en acquérant la technologie la plus moderne et la plus informatisée. Cela nous permet de réaliser une efficacité et une productivité

maximales qui améliorent la qualité de nos produits » a-t-il dit.

## TUNISIE

### La BAD tient un séminaire sur l'emploi des jeunes à Lusaka

(Tunis, Sponsor Wire, 9 juillet 2012)

La Banque Africaine pour le Développement a abrité un Séminaire de Haut Niveau sur l'Emploi des Jeunes à Lusaka, Zambie sur les défis et les opportunités qui confrontent les pays dans la région de l'Afrique australe.

Ce séminaire a connu la participation des ministres venant de la Zambie, de l'Angola, du Madagascar, du Malawi, du Mozambique et de l'Ile Maurice ainsi que les représentants des institutions internationales et a été présidé par l'Economiste en Chef et Vice Président de la BAD, le Prof. Mthuli Ncube. Il a offert une plateforme idéale pour les discussions sur les priorités politiques pour permettre aux pays d'aborder les questions critiques du chômage des jeunes.

Avec plus de 200 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune au monde et d'ici 2030, environ un sur quatre jeune sera un Africain. Cette situation offre d'énormes opportunités et peut également présenter un défi majeur à la cohésion sociale et à la stabilité politique si l'Afrique et ses gouvernements ne parviennent pas à créer assez d'emploi pour soutenir les conditions de vie décentes pour sa jeunesse.

# Nouvelles en Bref dans le Monde

## BRUXELLES

### **Pékin menace de prendre une action commerciale**

(ECONOMIST, 8 juillet) Pékin menace de prendre des mesures rapides de représailles contre quelques industries de l'UE Européenne si Bruxelles s'obstine à mener une enquête sur les subventions gouvernementales accordées à deux sociétés d'équipement de télécommunication chinoises.

Cette menace chinoise a été exprimée lors d'une réunion avec les responsables de l'UE en charge du commerce qui a été convoquée vers la fin du mois dernier sur l'initiative de Chen Deming, le Ministre du Commerce de la Chine, en vue de désamorcer un conflit commercial qui brouille les relations entre les deux parties.

Cependant, la réunion s'est dégénérée en acrimonie et les Chinois ont averti leurs invités de l'UE qu'ils vont répondre à toute enquête sur Huawei et ZTE Corp en investiguant les subventions accordées aux sociétés européennes dans les secteurs agricole, de l'automobile, des énergies renouvelables et de la télécommunication. En d'autres termes : ce n'est pas comme s'ils ont allés prendre la bière après un match de football » a dit quelqu'un qui a été mis au courant du résultat de la réunion.

Cependant, les deux parties se préparent à une confrontation commerciale dans l'industrie solaire. Les sociétés européennes d'énergie solaire sont en train de formuler une plainte accusant les concurrents chinois d'utiliser les subventions gouvernementales pour casser les prix et comptent revendiquer l'imposition des tarifs punitifs. Cette plainte peut se concrétiser cette semaine, selon les sources qui sont au courant de la situation et pourrait déclencher la réaction de la Chine.

L'une des principales priorités de M. De Gucht est de lutter contre les subventions du gouvernement chinois. L'industrie des équipements de télécommunication de pointe dans laquelle Huawei et ZTE ont rapidement acquis des parts importants du marché serait un cas de référence.

La Commission Européenne est prête à ouvrir une

enquête après avoir informé les Etats membres lors d'une réunion à huis clos en juin qu'elle a des preuves concrètes que les deux sociétés ont bénéficié des subventions illégales pour développer leurs entreprises à forte croissance.

Ce cas qui peut entraîner l'imposition des tarifs élevés est au centre des crédits d'exportation fournis le Gouvernement de la Chine pour faciliter les ventes à l'étranger. Huawei et ZTE ont nié avoir reçu des subventions inappropriées. Les responsables chinois ont également nié les allégations de l'UE.

La question soulevée par M. De Gucht a été compromise par le manque d'appui de la part des sociétés européennes de télécommunication, notamment Ericsson, Siemens-Nokia, et Alcatel-Lucent qui craignent que toute mesure prise par Bruxelles peut mettre en danger leurs propres intérêts d'affaires sur le marché chinois à croissance rapide.

Pour surmonter ce problème, il a élaboré un plan pour porter plainte sur l'initiative de la Commission et non en réponse à plainte émanant d'une société, créant ainsi un nouvel précédent dans la défense commerciale de l'UE. Des analystes du commerce à Bruxelles ont dit quelques Etats membres ont exprimé des réserves au sujet de l'affaire après avoir reçu des plaintes émises par Pékin.

## MUMBAI

### **L'Inde envisage d'offrir gratuitement des médicaments à des millions de personnes**

(Financial Times, 5 Juillet) Le gouvernement indien compte fournir à plus de 1,2 milliards de ses citoyens des médicaments gratuits dans le cadre d'une initiative ambitieuse d'accès aux médicaments de base dans un pays où 65% en manquent. Ce programme permettrait d'élargir le nombre et type de médicaments générique qui peuvent être prescrits gratuitement dans les zones rurales et d'interdire aux docteurs de prescrire les médicaments de marque.

Cette politique, qui aurait été le favori du Premier Ministre Manmohan Sing, pourrait être mise en œuvre à la fin de l'année si la Commission de la Planification approuve le programme en entier. Le coût est estimé 4,85 milliards de dollars pour la période 2012-17 pendant laquelle selon le Ministère de la Santé et le Bien-être familiale, 52% des Indiens seront couverts par le programme.

Charan Wadhwa, un économiste au Centre de Recherche de Politique de New Delhi a déclaré que c'est une initiative de politique qui peut s'avérer populaire chez les électeurs lorsque le gouvernement du Parti du Congrès tiendra les élections de 2014.

Plus de 800 millions d'Indiens vivent avec moins de 2 dollars par jour. Cependant, l'Inde a plusieurs initiatives pour aider les pauvres. Selon, le Dr George Mathew, Président de l'Institut des Sciences Sociales, le problème se trouve au niveau de la mise en œuvre.

«Ce qui se passe souvent, c'est qu'on développe des programmes excellents avec les meilleures intentions mais les groupes cibles n'en bénéficient pas, a-t-il dit. Ces médicaments valant des milliards de rupees peuvent être facilement détournés vers les marchés noirs ou d'autres sources ».

Le Dr Mathew a cité comme exemple de programme sanitaire en difficulté, la Mission Nationale de Santé en Milieu Rural qui est accablée par des allégations de corruptions dont le plus notable est le scandale d'un milliard de dollars dans l'état le plus peuplé de l'Inde, Uttar Pradesh.

Rana Vikas, directeur de deux hôpitaux ruraux dans l'état de l'ouest de Jharkand appartenant à l'ONG Krishi Gram Vikas Kendra déclare que les docteurs en milieu rural sont optimistes à l'égard de ce nouveau programme. Il permettra d'augmenter le nombre de médicaments que les cliniques publiques peuvent fournir gratuitement, allant de simples antibiotiques à une liste de 348 médicaments, y compris les antirétroviraux et les médicaments contre les maladies cardiovasculaires.

Le programme exigera que les médecins dans les hôpitaux et cliniques publics prescrivent des médicaments génériques au lieu des médicaments de marque mais les analystes estiment que cette initiative n'affectera pas les grandes sociétés pharmaceutiques qui cherchent à pénétrer ce marché en forte croissance : leurs cibles sont les riches et la population urbaine et non les pauvres ruraux.

Le gouvernement central paiera 75% du coût alors les Etats prendront en charge 25%, selon le porte-parole du Ministère de la Santé.

## LONDRES

### Les PME se tournent vers l'Afrique et l'Inde pour la Croissance

(Financial Times, 11 Juin)

Les petites et moyennes entreprises moyennes (PME) obtiennent des clients en Afrique et en Inde dans leur tentative de trouver des débouchés hors de la zone euro en difficulté, a révélé les chiffres provenant de Western Union Business Solutions (WUBS).

Selon le contrôleur du commerce international de la société, les PME exportatrices ont augmenté le nombre de leurs clients en Afrique de 6% par rapport à l'année précédente. De même, le nombre de PME qui ont des clients importants en Inde a augmenté de 4%. Cette croissance des exportations vers l'Afrique et l'Inde démontre comment les PME du RU parviennent à aller au-delà des marchés traditionnels pour contrecarrer les effets de l'incertitude économique en Europe, a argumenté David Sears, le Chef des opérations à WUBS.

« Paradoxalement, les gens se tournent vers les routes commerciales du passé » a-t-il dit. « Ils cherchent à diversifier leurs entreprises face à la crise dans la zone euro ».

Les PME ont enregistré un accroissement du nombre des clients d'outre mer dans l'ensemble. Le nombre de PME qui exporte vers l'Amérique du Nord a augmenté de 4% et celles qui vendent en Amérique du Sud ont augmenté de 3%. Cette tendance démontre que les tentatives du gouvernement du RU à relancer le commerce international commencent à porter des fruits. Cela dénote un sens de confiance à travers le marché, a ajouté M. Sears.

M. Steve Lamb, Président de Thames Valley Berkshire Local Enterprise Partnership a dit: « les marchés européens ont stagné et enregistrent de faible croissance, les sociétés doivent donc s'orienter vers les pays comme l'Inde et l'Afrique dont les économies ont connu une croissance malgré les conditions défavorables de l'économie mondiale ».

M. Andrew Pimblett, directeur général de Street Crane Company, l'usine de fabrication des grues a fait écho de ses commentaires en signalant « un accroissement des affaires en Afrique l'année précédente ».

Arnab Dutt, directeur général de Texane, le fabricant de polyuréthane a convenu de ces propos. « Il est important que les fabricants britanniques cherchent à pénétrer les marchés des pays Anglophones du Commonwealth; à cet effet, l'Inde est une passerelle importante vers l'Asie et l'Afrique du Sud est la porte d'accès au reste de l'Afrique ».

## LONDRES

### L'embarras de LIBOR à Barclays

(*Economist*, 27 Juin) Lorsqu'un trader a demandé à son collègue de soumettre de fausses informations en vue d'augmenter ces profits, « c'est fait, grand frère ». Cette réponse est l'une des conversations impliquant 14 traders de Barclays qui ont été révélées dans le cadre d'une enquête menée par *Financial Services Authority* (FSA) (l'Autorité des Services Financiers) et des agences américaines, y compris *Commodities Futures Trading Commission* (CFTC) et le Département de la Justice. L'enquête porte sur le LIBOR (**au taux interbancaire offert à Londres en vigueur**). Le LIBOR est censé être un indicateur fiable pour mesurer les coûts qui reviennent aux banques lorsqu'elles prêtent de l'argent l'un de l'autre. Fixé quotidiennement, le LIBOR détermine les prix des contrats sur les prêts et les produits dérivés valant plusieurs multiples du PIB mondial. La faille dans le système est que les banques peuvent déterminer leurs propres taux de LIBOR. Bien que ces estimations doivent être calculées par une équipe qui est dissociée des autres départements de la banque, l'enquête démontre qu'ils sont influencés à la demande des traders de Barclays.

En 2006, le personnel de Barclays imaginait à peine les conséquences de la distorsion du LIBOR. Ils se préoccupaient des choses plus importantes comme les champagnes. Lorsqu'une banque concurrentielle lui a demandé de truquer les chiffres, Barclays a accepté. La réaction de reconnaissance : « Je vous dois beaucoup ! Venez me rendre visite après le travail et j'ouvrirai une bouteille de Bollinger ».

Les traders impliqués étaient ceux qui pariaient sur les taux d'intérêt des produits dérivés. Ces contrats sont

assez considérables – la valeur totale s'élevait à 554 trillion en 2011, une petite variation du prix peut remporter de grands profits. En fait d'autres messages ont révélé que pour chaque variation d'un point de base (0,01%), ceux qui étaient impliqués gagnaient environ « deux millions de dollars ». Compte tenu des récompenses, une bouteille de Bollinger semble un peu méchante.

Pour Barclays, cette affaire est plus qu'embarrassante. Les e-mails - la FSA a décelé 257 messages sollicitant le trucage du LIBOR et des ses équivalents en yen et en euro. Le fait que le FBI a participé aux enquêtes est en soi un désastre en matière de réputation. Barclays n'a pas pu accuser les traders peu scrupuleux : son PDG, Bob Diamond et d'autres cadres supérieurs ont qualifié cette affaire d'une défaillance de la banque dans son ensemble. M. Diamond et trois autres cadres supérieurs ont décidé de renoncer à leur bonus cette année.

Ces économies ne pourront pas compenser les amendes imposées à Barclays. La banque a reçu une amende de 93 millions de dollars, la première de ce genre imposée par une agence de réglementation (même après une réduction 30% parce que Barclays a coopéré). Ce chiffre n'est pas toujours à la hauteur des peines imposées par CFTC et DoJ qui ramène le montant total de l'amende à 290 millions de livre sterling soit 10% des bénéfices avant impôt de l'exercice fiscal le plus récent de la banque.

## MADRID

### L'Espagne découvre que les plans de sauvetage engendrent l'austérité et la perte de la liberté

(*Economist*, 14 Juillet) Selon le Premier Ministre de l'Espagne, Mariano Rajoy, l'augmentation du taux de la taxe sur la vente est une « absurdité ». Elle a un effet négatif sur le pouvoir d'achat du consommateur, punit les pauvres et réduit la croissance. Pourquoi veut-il faire passer la TVA à 21%, soit une augmentation de trois points ? Un déficit budgétaire de 8,9% est l'une des raisons. Mais une autre raison est qu'étant donné que M. Rajoy s'est tourné vers ses partenaires pour sauver les banques espagnoles, sa liberté de poursuivre ses propres politiques diminue. L'augmentation de l'impôt est une imposition des nouveaux maîtres de l'Espagne à Bruxelles. C'est l'élément essentiel des nouvelles mesures budgétaires de 65 milliards d'euros

(80 milliards de dollars) étalées sur une période de deux ans et demi. L'impôt sur le revenu a augmenté très tôt au cours de ses sept premiers mois au pouvoir. « Ces mesures ne sont pas agréables mais elles sont nécessaires » a-t-il dit tout en reconnaissant qu'il a promis de réduire les impôts. La montée récente des rendements des obligations à plus de 7%, un taux est considéré comme peu soutenable implique des mesures draconiennes étaient nécessaires.

Un projet de mémorandum sur le plan de sauvetage a été divulgué lorsque le 20 juillet les ministres des finances de l'UE ont fait passer l'objectif du déficit de 2012 de l'Espagne de 5,3% à 6,3% du PIB. Le projet

de mémorandum prévoit que ces conditions ne s'appliquent qu'aux banques mais exige aussi que l'Espagne met en œuvre les réformes macroéconomiques prescrites par la Commission Européenne. Les mesures du 11 juin reflètent les recommandations de la commission. Il s'agit de la réduction des indemnités de chômage, la réduction des salaires dans la fonction publique, l'augmentation de la date de retraite, la privatisation des chemins de fer, des ports et des aéroports. La seule mesure d'incitation pour un pays avec un taux de chômage de 24% est la réduction des cotisations de la sécurité sociale.

Réalisé par l'Unité d'Economie Politique de Third World Network Africa. Third World Network-Africa est le coordinateur du Réseau d'Afrique sur le Commerce. Pour d'amples informations, veuillez contacter TWN-Africa, BP 19452, Accra-North, GHANA. Tel. 233 0302 511189/503669

E-mail: [politicaleconomy@twnafrica.org](mailto:politicaleconomy@twnafrica.org); site web: [www.twnafrica.org](http://www.twnafrica.org)